

COMPTES RENDUS

Éditions de l'EHESS | « [Etudes rurales](#) »

2010/2 n°186 | pages 227 à 246

ISSN 0014-2182

ISBN 9782713222955

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2010-2-page-227.htm>

!Pour citer cet article :

« Comptes rendus », *Etudes rurales* 2010/2 (n°186), p. 227-246.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Paris, Éditions Amsterdam, 2009, 270 p.

Excellamment traduit mais publié en français dix-sept ans après sa première édition aux États-Unis, l'ouvrage intitulé *La domination et les arts de la résistance* est capital en ce qu'il propose une nouvelle approche des situations de domination. L'idée que développe James C. Scott, professeur de science politique et d'anthropologie à l'Université Yale, résulte des recherches sur les rapports de classe qu'il a effectuées dans un village de Malaisie. Il observe alors la manière dont, chez les Malais, les relations de pouvoir infléchissent le discours. Il isole un jeu discursif fondamental : « Il me sembla que les pauvres jouaient une partition particulière en présence des riches et une autre lorsqu'ils étaient entre eux. De même, les riches parlaient de manière différente selon qu'ils étaient devant les pauvres ou bien entre eux. » (P. 9)

L'auteur en conclut que l'attitude adoptée en public par les dominés et les dominants ne peut être comprise que si on la compare avec l'attitude qui est la leur hors des situations de pouvoir. Par défaut, ce qui relève du simulacre, du rôle à jouer dans des situations instituées, ou encore ce qui procède de la stratégie, pourrait passer pour une attitude transparente où les motivations et les conduites sont en parfaite adéquation. Selon James C. Scott, cette science indigène de la représentation et du pouvoir pourrait ouvrir une nouvelle porte aux sciences sociales parce que son observation permettrait de prendre les « façades » pour ce qu'elles sont, « un texte public »,

sans risquer de confusion avec ce qui se dit et se pense en coulisse, « le texte caché » : « L'analyse des textes cachés des puissants et des subordonnés nous donne accès à une science sociale qui met en lumière des contradictions et des possibilités, qui projette son regard bien au-delà de la surface placide que les accommodements publics à la distribution existante du pouvoir, des richesses et des statuts laissent souvent paraître. » (P. 29)

James C. Scott fonde sa démarche sur la distinction entre « texte caché » et « texte public ». Il élabore à partir d'elle un modèle pour penser les relations dominants-dominés : « Tout groupe dominé produit, de par sa condition, un "texte caché" aux yeux des dominants, qui représente une critique du pouvoir. Les dominants, pour leur part, élaborent également un texte caché comprenant les pratiques et les dessous de leur pouvoir qui ne peuvent être révélés publiquement. La comparaison du texte caché des faibles et des puissants, et de ces deux textes cachés avec le texte public des relations de pouvoir permettra de renouveler les approches de la résistance à la domination. » (P. 12)

C'est à partir de cette observation sur la manière dont les dominants et les dominés produisent un texte caché et un texte public que l'auteur a voulu développer, de manière systématique, une réflexion sur les situations de domination et de dépendance. Son analyse s'appuie sur le présupposé selon lequel « des formes de domination structurellement similaires partageront les unes avec les autres un certain air de famille » (p. 11).

En l'espèce, James C. Scott choisit comme principaux terrains d'étude l'esclavage, la féodalité, la colonisation et le système des castes.

C'est-à-dire des modes de domination où les dominés n'ont ni droits civiques ni moyens légitimes pour résister au statut qui leur est imposé par la naissance – l'auteur expliquera d'ailleurs en annexe en quoi cela peut limiter l'analyse portant sur la domination dans les démocraties libérales.

James C. Scott commence par souligner que le texte public entraîne une théâtralisation de la vie sociale. Dominants et dominés sont également soumis à la nécessité d'apparaître, aux yeux du public, tels qu'ils doivent être dans l'ordre des choses qui légitime cette hiérarchie sociale. Loin de défendre l'idée d'une quelconque naturalité des positions sociales, Scott montre à quel point celles-ci sont le produit de prises de rôles performatifs dont les relations asymétriques entre dominants et dominés sont le théâtre privilégié. À chacun de bien jouer son rôle, de l'interpréter comme un comédien, sous peine de graves conséquences : « Si la subordination rend nécessaire une interprétation crédible d'humilité et de déférence, la domination exige ainsi, de son côté, une interprétation crédible de supériorité et de grandeur. » (P. 25) Faute de quoi, le dominant sera ridicule et le dominé, licencié ou fouetté.

La duplicité est alors la règle mais James C. Scott montre les conditions qui peuvent la faire varier. Les rôles du serf dévoué, de l'esclave déférent ou du serviteur idiot sont d'autant plus stéréotypés et ritualisés que le pouvoir est menaçant. À l'inverse, plus le pouvoir s'érode moins les dominés dissimulent leur défiance et plus ils introduisent de jeu dans leur rôle afin de suggérer la distance qu'ils mettent vis-à-vis des formes auxquelles

ils se conforment. C'est d'ailleurs pour cette raison que les dominants doivent veiller à ce que, publiquement, ils ne semblent pas entrer en contradiction avec ce sur quoi ils fondent leur prétention au pouvoir. L'auteur rappelle que Richard Nixon a chèrement payé la diffusion des conversations enregistrées dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Chaque forme de pouvoir doit donc s'attacher à dissimuler « sa scénographie particulière, mais aussi son linge sale » (p. 25).

Si chaque acteur a accès au texte public et au texte caché de son groupe, il n'a toutefois pas accès au texte caché des autres groupes, qui devient alors l'enjeu capital des relations entre groupes : « Finalement, écrit Scott, il est évident que la frontière entre les textes publics et privés forme une zone de lutte constante entre dominants et subordonnés mais ne constitue pas un mur solide. La capacité des groupes dominants à l'emporter – qui n'est jamais totale – en définissant et en décidant ce qui compte pour texte public et ce qui est maintenu à l'arrière-scène est [...] une bonne indication de leur pouvoir. La lutte sans relâche organisée autour de ces frontières est peut-être l'arène la plus fondamentale des formes ordinaires de conflit et de lutte des classes. » (P. 28)

Les classes protagonistes cherchent à protéger leur texte caché et à anéantir le texte caché du groupe adverse soit en le démasquant et en le sanctionnant soit en contrevenant aux conditions de sa diffusion. James C. Scott rédige deux chapitres très stimulants dans lesquels il décrit les armes auxquelles recourent les uns et les autres. Du côté des dominants, il s'agit, entre autres, d'entretenir

le secret sur les ressorts réels de la politique, d'user d'euphémismes, de produire un puissant texte public de légitimation de leur pouvoir par de grandes liturgies politiques ou religieuses, et, bien sûr, de surveiller les dominés et d'atomiser leur groupe. Du côté des dominés, il s'agit davantage d'auto-discipline, d'actions clandestines, de vols, de sabotages, d'ironie, de sarcasme, etc. Bien sûr, ces actions demeurent plus ou moins voilées. Et, lorsque le « cordon sanitaire » entre les différents « textes » s'érode ou se rompt, la situation se fait explosive parce que l'arbitraire de la domination apparaît au grand jour et que la subordination des dominés se montre telle qu'elle est : une feinte.

Il existe donc, pour les dominés, plusieurs niveaux de discours, de pratiques et de rôles. Le premier est le texte public, défini par les légitimations de la domination, c'est-à-dire « les images flatteuses que les élites produisent d'elles-mêmes » (p. 32). Le deuxième est le texte caché que partagent en coulisse les dominés là où ils sont à l'abri du pouvoir et donc en mesure de le dénoncer. Le troisième niveau se situe de manière stratégique entre les deux premiers : « c'est la politique du déguisement et de l'anonymat [qui] se déroule aux yeux de tous mais est mise en œuvre soit à l'aide d'un double sens soit en masquant l'identité des acteurs » (p. 33), ainsi, par exemple, tout un ensemble de contes et de chansons qui, sous couvert d'histoires mettant en scène des animaux rusés et vengeurs, valorisent les attitudes de filouterie et de résistance des subordonnés. À ce troisième niveau s'exerce l'infrapolitique des dominés, c'est-à-dire « une grande variété de formes discrètes

de résistance qui n'osent pas dire leur nom » (p. 33) et qui se développent faute de pouvoir agir à l'encontre des dominants. James C. Scott, avec une attention très fine, décrit les multiples voies plus ou moins informelles que cette infrapolitique peut emprunter : depuis l'action anonyme jusqu'au rituel d'inversion en passant par « le parler dans sa barbe » et le conte fripon. Scott offre là une analyse de la culture populaire et de l'oralité très stimulante.

Un des apports essentiels de James C. Scott est sa critique des thèses de « la fausse conscience » (de Antonio Gramsci et de Pierre Bourdieu entre autres) selon laquelle les dominés seraient aliénés par l'hégémonie culturelle des dominants. Ils en viendraient à croire que leur position est naturelle et juste. Scott réfute cette thèse avec une argumentation à la fois très convaincante et riche d'exemples tout à fait pertinents. Selon lui, l'hypothèse qui veut que l'incorporation de l'idéologie des dominants par les groupes subalternes diminue la conflictualité sociale est fragile. En effet, il montre que la conflictualité est très prégnante dans les sociétés très hiérarchisées et il suggère de poser la question de façon inverse : comment se fait-il que les groupes subalternes se soient si souvent révoltés alors que le rapport de force leur était très défavorable et que leurs chances de succès étaient quasi nulles ?

Comme premier élément de réponse, James C. Scott note que si le texte public dominé par l'élite tend effectivement à « naturaliser » la domination, dans le même temps des influences contraires s'emploient à la « dénaturaliser ». Certes, le caractère apparemment fatal de la domination ne la rend pas nécessairement légitime. L'auteur montre que, dans les

situations de domination, les dominés, s'ils ne planifient pas une autre société, peuvent néanmoins imaginer un renversement de la hiérarchie, voire une absence totale de hiérarchie. Pour illustrer son propos, Scott se lance dans une très intéressante étude des religiosités populaires en montrant la place capitale qu'y occupent les utopies messianiques ou millénaristes d'un renversement de l'ordre du monde. Il retrouve là des pistes qu'Henri Desroche avait ouvertes dans *Sociologie de l'espérance* [1973] et *Les religions de contrebande* [1974]. Les intuitions de ces deux auteurs se rejoignent sur le rôle capital que, lorsqu'elles investissent l'univers populaire, les thématiques religieuses jouent dans la genèse des processus révolutionnaires.

Si les dominés sont donc toujours aptes à imaginer le renversement de l'ordre établi, les raisons de l'assentiment et de l'obéissance doivent pouvoir s'expliquer autrement que par l'hégémonie culturelle. Ici, la thèse du texte caché montre encore toute sa fécondité. Car, selon Scott, les théories de l'aliénation ne font que prendre pour argent comptant le texte public et négligent le double jeu des subordonnés : « Dans des circonstances ordinaires, les dominés ont ainsi un intérêt particulier à éviter toute démonstration explicite d'insubordination. Ils ont aussi, bien sûr, un intérêt particulier à résister afin de réduire au maximum le travail à accomplir et les exactions et humiliations dont ils sont victimes. La synthèse de ces deux objectifs qui peuvent au départ sembler contradictoires est rendue possible précisément par la poursuite de formes de résistance qui évitent toutes confrontations ouvertes avec les structures de l'autorité à

laquelle on s'oppose. » (P. 101) Ainsi l'image du paysan irréprochable n'est que ce que le texte public permet de retrouver dans les archives car les résistances très discrètes des subordonnés, tels le chapardage, le braconnage ou la fraude fiscale, ne laissent que peu de traces dûment répertoriées. James C. Scott constate que « jusqu'à fort récemment, la plus grande partie de la vie politique active des groupes dominés a été ignorée parce qu'elle a lieu à un niveau qui est rarement reconnu comme politique » (p. 214).

Proche des thèses développées par Michel de Certeau dans *L'invention du quotidien* [1980], Scott montre également la valeur d'usage de l'hégémonie par les dominés. Dans bien des cas, les subordonnés habillent leur résistance de rituels de subordination afin de déguiser leurs objectifs et d'atténuer les conséquences d'un éventuel échec (p. 111). Le mythe du « tsar prodigue » en Russie en est un bon exemple : le monarchisme des paysans russes qui se rebellaient contre leurs maîtres au motif que ceux-ci faisaient obstruction à l'abolition du servage souhaité par le tsar est moins naïf qu'il n'y paraît. En appeler au souverain pour justifier la révolte contre son administration était un moyen de faire valoir leurs revendications – y compris de façon violente –, ce qui rendait la répression plus délicate car elle aurait pu entamer le capital de sympathie dont le tsar semblait bénéficier au sein de la population. Chaque justification de l'ordre dominant est donc une sorte de talon d'Achille symbolique qui rend les dominants vulnérables : « C'est ainsi au niveau des symboles à travers lesquels son autorité est la plus lourdement investie que

chaque groupe dominant dispose de la plus faible marge de liberté. » (P. 120) Prolongeant cette idée, James C. Scott, toujours soucieux de réagir aux objections possibles, affirme même que les dominés qui semblent confirmer la thèse de l'hégémonie culturelle par leur adhésion au texte public sont potentiellement des contestataires. En effet, quand apparaissent des contradictions entre la légitimation et le texte caché des dominants, ces « croyants », sûrs de leur bon droit, se sentent trahis et se révoltent. Paradoxalement, conclut Scott, « le système a ainsi probablement plus à craindre des subordonnés chez lesquels les institutions de l'hégémonie ont été les plus efficaces » (p. 121). Au terme d'une démonstration passionnante de bout en bout, la théorie de la fausse conscience apparaît « pauvre comme Job », pour reprendre une formule de l'auteur (p. 97).

Ayant établi l'existence d'une infrapolitique des dominés, James C. Scott discute une objection formulée par Barrington Moore : « Les fantasmes de libération et de revanche peuvent contribuer à préserver la domination en dissipant les énergies collectives par une rhétorique et des rituels relativement inoffensifs. » (Cité p. 201). C'est l'interprétation que Scott qualifie d'« hydraulique » : autrement dit, les discours et les pratiques de résistance joueraient le rôle de soupape de sécurité.

S'appuyant sur divers exemples, Scott démontre que, au contraire, certains rituels d'inversion, comme le carnaval, ont été à l'origine de révoltes et qu'on ne peut donc leur prêter aucune fonction cathartique. La limite de la thèse de Moore tient, selon Scott, à ce qu'elle repose sur « un idéalisme sophistiqué fondamental » : l'idée qui voudrait que

les formes de résistance en coulisse aboutissent à maintenir le statu quo. Ce n'est pas le cas, parce que le texte caché est à la fois discours de délégitimation et pratique clandestine d'appropriation : « Le lien étroit entre domination et appropriation fait qu'il est impossible de séparer les idées et le symbolisme de la subordination du processus d'exploitation matérielle. De la même manière, il est impossible de séparer la résistance symbolique voilée à la domination des luttes matérielles visant à soulager ou interrompre l'exploitation. Tout comme la domination, la résistance mène ainsi une guerre sur deux fronts. Le texte caché n'est pas que rumination et grognements en coulisse ; il donne lieu à une série de stratagèmes discrets et pratiques visant à minimiser l'appropriation. Chez les esclaves, par exemple, ces stratagèmes ont traditionnellement inclus le chantage, le maraudage, l'ignorance feinte, le travail bâclé, le tirage au flanc, le troc et la production souterraine, le sabotage des récoltes ou des machines voire celui des bêtes, les incendies volontaires, la fuite, etc. Chez les paysans, le braconnage, l'occupation illégale des terres, le glanage non autorisé, le versement de loyers en nature inférieurs au dû, le défrichage de champs clandestins et le manquement aux impôts seigneuriaux ont constitué des stratagèmes courants. » (P. 204) Pour James C. Scott, plus qu'un substitut, le texte caché est un « adjuvant » à la résistance.

Cette rupture avec l'approche fonctionnaliste conduit à déplacer le problème et à formuler une nouvelle question : quelles sont les conditions de possibilité du passage de l'insubordination voilée à la révolte ouverte ?

Premier point : James C. Scott constate que le rapport des forces n'est jamais connu avec exactitude et que dominants et dominés cherchent donc constamment à tester l'équilibre en place pour le connaître. Afin de topographier ce « no man's land » indéterminé, chaque groupe recherche les points faibles de l'adversaire, par des sondages successifs (un vol plus audacieux, un mot « limite » lourd de provocation implicite, un ordre plus arbitraire), des comportements plus courants que ne le sont les assauts frontaux mais non moins subversifs : « Les avancées qui réussissent – qu'elles aient ou non rencontré une opposition – ont de grandes chances de susciter d'autres avancées plus nombreuses et plus audacieuses, à moins qu'une riposte décisive ne vienne les stopper. Les limites du possible ne sont trouvées qu'à travers un tel processus empirique de tests et de sondages. » (P. 209)

Tout relâchement de la surveillance ou des sanctions du dominant peut ouvrir une brèche dans l'hégémonie. Tirer au flanc peut devenir « grève déclarée », les contes populaires devenir « chansons publiques et ouvertement sarcastiques », l'espérance millénariste être traduite en politique égalitaire. Dans le dernier chapitre de l'ouvrage consacré aux « saturnales du pouvoir », c'est-à-dire aux premières déclarations publiques du texte caché, on retiendra une analyse très intéressante de l'importance du texte caché pour la production sociale du charisme. Car, en définitive, c'est parce que quelqu'un a, à un moment donné, le courage ou la folie de lancer à la face du pouvoir le texte caché de son groupe que sa parole est reconnue comme parole collective.

C'est, ainsi, en raison de la grande circulation clandestine du texte caché qu'un geste isolé de révolte peut provoquer une mobilisation collective très rapide : « Ce n'est que lorsque ce texte caché est déclamé ouvertement que les dominés peuvent reconnaître pleinement dans quelle mesure leurs revendications, leurs rêves et leurs colères sont partagés par d'autres dominés avec lesquels ils n'ont jusqu'alors pas eu de contact direct. » (P. 240) Si les révoltes sont si tumultueuses, désordonnées et chaotiques, c'est alors peut-être, pense Scott, « parce que les sans-pouvoirs sont si rarement présents sur la scène publique, et parce qu'ils ont tant à dire et tant à faire une fois qu'ils parviennent à s'y hisser » (p. 243).

Qu'on ne se méprenne pas sur les conséquences de cet ouvrage : c'est l'objet et la définition de la science politique qui se trouvent bousculés et déplacés. Si, selon l'auteur, la question de la domination doit rester centrale, il faut en revanche abandonner les problématiques dérivées du concept d'aliénation et se décentrer des formes instituées de la participation politique pour aller explorer les pratiques informelles de l'infrapolitique : « En adoptant une perspective historique plus large, on voit que le luxe de pouvoir mener une opposition politique ouverte dans des conditions de sécurité relativement correctes est à la fois rare et récent. La vaste majorité des gens ont été et continuent d'être non pas des citoyens mais des sujets. Tant que notre conception de ce qu'est le politique se réduit aux activités déclarées ouvertement, nous sommes amenés à conclure que les groupes dominés n'ont pas de vie politique, ou bien

que la vie politique qu'ils peuvent avoir se borne aux moments exceptionnels d'explosion populaire. Une telle perspective manque l'immense terrain idéologique qui s'étend entre l'inertie et la révolte et qui, pour le meilleur ou pour le pire, constitue l'environnement politique des classes assujetties. C'est se concentrer sur l'arbre visible du politique et ne pas apercevoir la forêt qui s'étend au-delà. » (P. 216)

Ce programme de recherche nécessite une réflexion profonde sur la méthode. On aimerait savoir ce que pense James C. Scott des enquêtes quantitatives, le questionnaire étant très proche d'un rituel de déférence. En revanche, l'histoire sociale ou l'ethnographie semblent des médias plus propices à l'exploration à laquelle l'auteur nous invite. On ne sera pas surpris de trouver, dans l'ouvrage, des références aux travaux de Maurice Agulhon et de Yves-Marie Bercé. Il convient aussi de noter que James C. Scott use de la littérature d'une manière très pertinente, alors que celle-ci reste une source encore très suspecte dans bien des champs des sciences sociales.

Au-delà des questions de méthode, à partir du moment où les acteurs ne sont plus pensés comme des aliénés agis par les déterminismes sociaux ou les idéologies politiques, c'est la position surplombante – cléricale, serait-on tenté d'écrire – du chercheur par rapport à son objet d'étude qui est également à revoir. Pour conclure, on n'insistera jamais assez sur tout ce que cet ouvrage a de stimulant pour appréhender les relations sociales et la politique, notamment dans nombre de terrains ruraux.

Yann Raison du Cleuziou

Mark Schultz, *The Rural Face of White Supremacy*. Champaign, University of Illinois Press, 2007, 305 p.

Publiée aux États-Unis en 2007, cette étude s'appuie sur plus de 200 témoignages oraux et décrit les relations entre Noirs et Blancs dans un comté du piedmont des Appalaches, à savoir Hancock, dans l'État de Géorgie, et ce des années 1880 aux années 1940. Isolée des grands centres urbains, cette région diffère du Mississippi, de la Louisiane et de l'Alabama. Certes, jamais l'auteur ne conteste la puissance de l'élite blanche ni ses efforts pour maintenir sa suprématie. Les maîtres de la terre, riches planteurs de coton, détiennent le pouvoir. Les difficultés économiques ne les atteignent vraiment qu'à partir des années 1920, période où ils connaissent un réel appauvrissement. Le coton recule devant les pins destinés à l'industrie papetière et, parallèlement, les ruraux rejoignent les villes.

Dans ce contexte, Mark Schultz retrace l'émancipation des populations noires du comté. Ces populations abandonnent leur statut de métayers en acquérant des terres de médiocre qualité. Leurs vendeurs, Blancs, ne cèdent ces terres qu'à ceux qui reconnaissent leur prééminence et se montrent méritants et dévoués ; ces derniers sont souvent issus des familles de leurs anciens esclaves. Quelques fortunes s'expliquent par le legs qu'un riche père blanc fait à son enfant mulâtre pour lui assurer un avenir confortable.

Le monde des marchands et des artisans afro-américains grossit parfois de quelques exploitants qui se lancent dans le commerce. Tous ménagent leurs concurrents blancs et leur clientèle blanche, pourtant minoritaire.

Leur tranquillité et leur réussite dépendent de leur déférence. Enfin, les domestiques, les employés et les salariés cherchent à se garantir les moyens de faire vivre leur famille. D'autres choisissent de gagner la ville pour travailler dans les industries.

L'absence d'une ségrégation aussi nette qu'elle peut l'être en ville ne signifie pas « absence de *color line* ». Dans le comté de Hancock, l'isolement relatif dans lequel vivent les Blancs les pousse à côtoyer leurs voisins noirs. Une réelle porosité sociale en découle, parfois même, selon l'auteur, une forme d'intimité. Les relations de voisinage, les rencontres entre enfants ou entre adultes pour le travail, la chasse ou la pêche rapprochent des mondes très ségrégués en ville.

De fait, dans la position que les individus occupent les uns par rapport aux autres, la couleur compte au même titre que le genre, l'âge et l'aisance matérielle. Cependant, une étiquette informelle, un *habitus*, perpétue l'idée d'une suprématie innée des Blancs, si peu nombreux soient-ils. Le refus de la mixité sociale se manifeste particulièrement à certains moments, à savoir lors des repas, des offices religieux, des soins médicaux et, surtout, les relations intimes. Toutefois, dans le comté de Hancock, il arrive qu'en certaines de ces occasions, Noirs et Blancs transgressent les interdits, à condition que cela ne s'inscrive ni dans l'habitude ni dans un militantisme civique.

Ce climat n'exclut pas la violence physique, elle-même présente au cœur de la société américaine. Dans la première moitié du XX^e siècle, beaucoup admettent qu'un

homme défende son honneur, au besoin par la force, à condition de ne pas sortir de son rang. Bien des altercations se produisent au sein des communautés sans susciter la moindre réprobation. Quant à la justice, elle n'est mobilisée que si un Blanc, ou sa famille, s'estime lésé.

Les tensions véritablement racistes semblent cependant rares dans ce comté, sauf dans les années 1880, temps de la reconstruction qui suit la guerre de Sécession, et dans les années 1917-1919, quand des volontaires noirs rejoignent l'armée au côté des Blancs. La crainte de revendications égalitaires déclenche la violence des Blancs mais celle-ci est vite réprouvée par l'élite terrienne. Mark Schultz ne relève par ailleurs, dans les campagnes, que deux cas de lynchage, l'un en 1885, l'autre vers 1935, alors que, dans les villes, ils sont innombrables.

En les patronnant, les Blancs assurent aux Noirs non seulement une promotion économique mais aussi une protection et une sécurité appréciables, sachant que la justice et la police, embryonnaire, leur sont inaccessibles. En outre, dans un monde cloisonné où tous se connaissent, les conflits se résolvent de manière personnelle. Enfin, les Blancs de Hancock développent une culture politique conservatrice, hostile aux actions de masse, qu'elles viennent de la communauté blanche ou de la communauté noire. De fait, la proximité entre Noirs et Blancs permet l'ascension de familles noires et favorise leur défense contre les agissements d'extrémistes, peu puissants, à l'image d'un Ku Klux Klan qui, dans ce comté, peine à exister.

Cependant, la participation politique des Afro-Américains est combattue et encadrée.

Seules sont tolérées les actions collectives à visée sanitaire ou éducative, lesquelles réunissent d'ailleurs les Blancs et les Noirs.

Après la Seconde Guerre mondiale, de bonnes routes et des lignes téléphoniques ouvrent le comté de Hancock au reste du pays. Le New Deal n'y avait pas vraiment eu de répercussions et l'élite blanche avait refusé toute intervention publique afin de maintenir un ordre qu'elle-même maîtrisait. Avec le départ des hommes, la guerre libère des postes dans l'industrie, notamment dans le Nord. Mais le gouvernement fédéral établit de nombreux ateliers dans le Sud, la main-d'œuvre, abondante, y étant meilleur marché. L'afflux de travailleurs dans le monde industriel réduit la masse salariale dans les campagnes, ce qui tend à rehausser les salaires de ceux qui restent.

Après guerre, l'ancien équilibre social se brise, d'autant que les entreprises ne considèrent leurs travailleurs que sous l'angle d'une force de travail, rompant avec la culture paternaliste qui avait marqué les rapports sociaux dans le comté. De fait, les tensions s'accroissent entre les communautés. Les attentes liées au mouvement pour les droits civiques se diffusent grâce aux médias et aux informations que les familles reçoivent de leurs proches établis dans les cités industrielles du pays.

Après 1945, la conquête des droits politiques se met en marche, et ce dans un climat tendu. Elle aboutit en 1966 à une participation massive des Afro-Américains aux élections, une fois votées les lois reconnaissant leur pleine citoyenneté.

L'ouvrage vient ainsi confirmer ce que des travaux pionniers, notamment ceux de Kenneth T. Jackson sur le Ku Klux Klan dans les petites villes de l'Amérique, ont mis à jour¹. La ségrégation a été fortement promue par des activistes blancs, qui se recrutent massivement dans les petites villes. Dans certaines campagnes, la domination blanche a dû prendre en compte l'importance numérique des populations afro-américaines. Pour se maintenir, elle a dû utiliser une forme de paternalisme tout en surveillant l'émancipation des Noirs. Ici, la ségrégation n'a donc, dans la première moitié du XX^e siècle, pas ressemblé à une vraie société d'apartheid.

Mark Schultz publie en outre une présentation et une description des entretiens qu'il a conduits. Un dense appareil de notes clôt l'ouvrage. Remarquons encore combien l'auteur confronte ses résultats au regard de ce que les travaux sur le Vieux Sud ont apporté à la connaissance. Loin d'en rejeter les conclusions, il s'efforce de souligner les raisons des différences qu'il met en lumière. Travail constamment nuancé, documenté et discutant les acquis de l'historiographie, cet ouvrage mérite de retenir l'attention de celui qui cherche à saisir la complexité de la société rurale qui a marqué la première partie du XX^e siècle de ce Sud des États-Unis jadis esclavagiste.

Fabien Gaveau

1. Voir par exemple *The Ku Klux Klan in the City, 1915-1930*, New York, Oxford University Press, 1967.

Jean-Louis Buër, *Les paysans*. Paris, Le Cavalier Bleu, 2010, 127 p.

Le présent ouvrage questionne des clichés liés aux paysans français. L'auteur, un haut fonctionnaire ayant servi le Ministère de l'agriculture, dirige actuellement l'Institut national de l'origine et de la qualité. Il connaît bien les questions agricoles. Sans soutenir que le texte substitue des idées reçues à d'autres, il remplace les premières par ce qui est communément admis dans les cercles décisionnels. À ce titre, il donne à lire comment pensent les responsables du secteur.

Les quatre parties de l'ouvrage concernent l'identité des paysans, leurs attitudes, les reproches qui leur sont adressés, les perspectives. Chaque chapitre discute une idée reçue, depuis « on est paysan de père en fils » à « on ferait mieux d'aider les agriculteurs des pays pauvres » en passant par « les paysans votent à droite » ou « ils se plaignent tout le temps ».

L'auteur commence par préciser les termes « paysans », « agriculteurs », « chefs d'exploitation ». Il note ensuite leur faible poids démographique dans la population française. Le renouvellement de la profession est difficile. Les jeunes d'autres milieux peinent à y entrer. Cela dit, la succession d'entreprise est tout aussi complexe dans d'autres secteurs.

L'importance du capital d'installation et les difficultés de la filière handicapent une branche dont les revenus sont mal assurés. La pauvreté agricole est cependant difficile à imaginer car ce qui frappe le plus souvent les observateurs et le grand public, c'est l'importance des équipements et le montant des actifs engagés dans les exploitations.

Enfin, très technicisé, le métier requiert une formation poussée. Le système d'enseignement propre au Ministère de l'agriculture absorbe près du quart de son budget. De nombreuses écoles privées agissent à ses côtés. Le tout se traduit par une constante élévation du niveau scolaire des agriculteurs.

Les métiers de la terre restent rudes. Le corps subit des rythmes de travail soutenus. Le bruit des machines, leur dangerosité et la toxicité des produits sont autant de facteurs pathogènes. Une fois à la retraite, les pensions que perçoivent les exploitants sont souvent faibles. Elles sont en partie compensées par la constitution d'une rente liée à la monétarisation de tout ou partie du capital d'exploitation, par sa transmission, sa location ou sa vente.

Si l'auteur reste muet sur la Mutualité sociale agricole, organisme central de ce secteur, c'est peut-être parce qu'elle n'alimente aucune idée reçue. Les cotisations des actifs, si élevées soient-elles, doivent financer les dépenses sociales d'une population écrasée par le nombre de ses retraités. Le problème est criant.

Du point de vue comportemental, l'auteur expose les raisons d'un vote majoritaire à droite mais minore les raisons d'un engagement à gauche. C'est que l'on ne considère pas les agriculteurs comme des citoyens intéressés par un débat national qui aille au-delà de la seule santé d'une exploitation. En outre, ils sont influencés par les enjeux européens qui les concernent. Enfin, certaines de leurs postures reflètent des valeurs qui l'emportent sur le seul matérialisme d'un gestionnaire économique.

De même, l'auteur surévalue l'attachement des agriculteurs à la chasse. S'il note qu'environ un quart d'entre eux la pratiquent, cela signifie aussi que ce n'est pas le cas des trois quarts restants. Les sociétés de chasse locales ne peuvent exister sans les terres des exploitants où vit le gibier. En retour, les agriculteurs attendent des chasseurs qu'ils éliminent les animaux auteurs des dégâts dans leurs cultures, voire dans leurs élevages. Notons que l'action discrète des sociétés de chasse n'est pas toujours étrangère aux problèmes à combattre. Certaines nourrissent ainsi le gibier pour le fixer sur leur secteur, y compris au mépris de certains règlements.

Pour le reste, l'auteur relève que les agriculteurs partagent les aspirations de leurs contemporains. Leurs organisations et leurs représentants sont assez efficaces pour faire croire à l'existence d'un lobby. L'opinion y voit la clé des aides qu'ils perçoivent. « Subventions », « primes » et « compensations » représentent des fonds importants qui proviennent surtout du budget européen. Cet échelon est devenu fondamental pour l'agriculture mais, paradoxalement, il est peu pris en compte dans ce livre.

La PAC, qui profite surtout à quelques secteurs agricoles déjà bien lotis, suscite la critique d'une opinion publique par ailleurs indignée d'apprendre que le marché ne couvre même pas les frais des exploitants. Pourtant, ce sont ces mécanismes qui rendent supportables les dépenses alimentaires des ménages. Ce que les compensations financières redistribuent aux producteurs leur permet de mieux vivre. Le maintien des agriculteurs assure d'ailleurs la pérennité de paysages que beaucoup apprécient.

Certes, le productivisme, les produits phytosanitaires, les divers rejets, la modification des structures foncières et les prélèvements en eau sont ciblés et considérés comme attentatoires à l'environnement. Cependant, l'inertie des écosystèmes masque les efforts déployés pour changer les attitudes et les pratiques agricoles. Les agriculteurs sont sensibles à la nature avec laquelle la relation est presque fusionnelle. Ils n'expriment pourtant pas cette sensibilité dans une admiration béate de ce qu'ils conçoivent comme une création constante à laquelle ils participent. Ce sont des héritiers en action.

L'avenir s'annonce incertain. Beaucoup pensent que, à court terme, le marché mondial pourra nourrir le pays. De façon plus personnelle, l'auteur note que la croissance démographique mondiale incite à ne pas abandonner les terres fertiles. L'indépendance alimentaire s'ajoute à la nécessité de camper sur de solides positions commerciales face à quelques pays capables d'imposer une réelle hégémonie. Enfin, les terroirs produisent plus que des biens agricoles : ils produisent de la culture. Ainsi est-il rappelé que l'agriculture n'est pas seulement un art mais aussi une façon de s'inscrire dans le monde.

Fabien Gaveau

Rafe Blaufarb, *Bonapartists in the Borderlands. French Exiles and Refugees on the Gulf Coast, 1815-1835*. Tuscaloosa (Alabama), University of Alabama Press, 2005, 302 p.

Spécialiste de l'armée française des années 1750 aux années 1830, Rafe Blaufarb présente ici une étude riche et précise de l'établissement d'une colonie agricole voté en 1817 par le Congrès des États-Unis d'Amérique. Cette colonie accueille des exilés français venus de Saint-Domingue après les révoltes des années 1790, et de France après la chute de l'Empire. Cet ouvrage mériterait d'être plus largement diffusé auprès du public francophone, par le biais notamment de la traduction.

L'auteur situe cette initiative dans un double mouvement. En 1816, des Français exilés à Baltimore et Philadelphie espèrent obtenir des États-Unis le droit de fonder une colonie agricole dans l'ouest du pays. Même s'il est confus, leur projet répond à leur désir de reconstruire leur vie. Ils savent toutefois qu'ils rencontreront de grandes difficultés d'autant que les moyens leur manquent.

Ils connaissent les mêmes déboires que ceux qui s'étaient lancés dans des entreprises du même ordre dès 1790 : le marquis de Lezay-Marnésia à Gallipolis, dans l'Ohio, en 1790 ; le vicomte de Noailles à Asylum, en Pennsylvanie, en 1793 ; des Suisses du canton de Vaud à Vevay, dans l'Indiana, en 1805.

Les Français sollicitent alors le Congrès des États-Unis, faisant jouer toutes leurs relations, tels le marquis de La Fayette, Thomas Jefferson, James Madison ou encore James Monroe.

Cependant, tout en répondant à leurs demandes de février et mars 1817, le Congrès

se préoccupe moins de leur donner satisfaction qu'il ne saisit à l'occasion de réaliser un projet d'intérêt national. Il attribue aux demandeurs des terres récemment arrachées aux Indiens et situées à la confluence des rivières Tombigbee et Black Warrior en Alabama, nouveau territoire de la Fédération, confirmé par un acte du 3 mars 1817. En contrepartie, les Français s'engagent à planter des vignes et des oliviers sur les lots qu'ils reçoivent autour de leur nouvelle ville : Demopolis.

Rafe Blaufarb présente les quelques bénéficiaires de l'opération. La liste, forte d'environ 400 personnes, provient d'un document de 1818 révisé en 1825. De grands noms y figurent comme celui de Joseph Bonaparte, du maréchal Emmanuel de Grouchy, du général Lefebvre-Desnouettes, de Joseph Lakanal, du général Clausel. Y figurent aussi nombre de militaires, d'hommes d'affaires et d'aventuriers.

Rafe Blaufarb insère l'engagement du Congrès dans le contexte géopolitique de l'époque. En effet, cette région a montré sa faiblesse lors de la guerre contre les Anglais en 1812. De plus, les Indiens sont remuants et, face à une Floride espagnole, il importe de fixer des habitants qui défendront les confins de la Fédération. Les modalités qui président à la constitution et à la répartition des lots sont précisément décrites. Les cartes qui ont servi à ces diverses opérations sont publiées et commentées.

Rafe Blaufarb n'occulte pas les difficultés auxquelles se heurte l'entreprise. Parmi ceux qui ont été bien lotis, beaucoup ne connaissent rien à l'agriculture. Quelques-uns

ne verront d'ailleurs jamais leurs terres, préférant rester dans les grandes villes et y vivre en rentiers. En outre, beaucoup rêvent d'aventures plus glorieuses que celle qui consiste à mettre en valeur des zones marécageuses, insalubres et trop isolées. Les terres espagnoles que traversent des mouvements d'émancipation semblent plus riches de promesses que ces terres vierges.

Ainsi, une expédition est organisée par le général Charles Lallemand. Ce dernier avait combattu en Italie, en Égypte, à Haïti, en Espagne, à Waterloo. En 1815, il avait, en vain, tenté sa chance en Perse. Depuis Boston, où il a rejoint son frère en mai 1817, il s'associe à un neveu de Danton pour rassembler quelque 150 hommes. Leur commandement est confié au Français Antoine Rigaud, en vue de conquérir des terres au Texas. L'opération est un désastre. D'autres Français rallient des généraux au Mexique, au Guatemala, au Pérou et aux Philippines.

Les terres de Demopolis se doteront tout de même de plantations. Loin de produire du vin et des olives, elles produiront du coton, cultivé dans un système esclavagiste mené par une élite où se mêlent anciens planteurs de Saint-Domingue, marchands de la Nouvelle-Orléans et nouveaux propriétaires issus des États du sud de la Fédération.

Certains Français parviendront cependant à faire fortune. Ainsi, Paul Tulane, dont une université de la Nouvelle-Orléans porte le nom, deviendra un riche marchand. Aimée Valcour, propriétaire de la plantation de sucre de Pointe-Coupée, surnommé « Prince des planteurs », Paul-Louis Bringier, dont la famille est venue de Guadeloupe, réussira à

acquérir un territoire vaste au point de devenir le plus grand planteur de la Louisiane des années 1830.

Quant aux anciens réfugiés de Saint-Domingue, ils constituent des domaines et des commerces qu'ils gèrent à la manière de leurs anciennes propriétés jadis florissantes sur « l'île à sucre » où les esclaves révoltés ont proclamé la République noire d'Haïti. Leur style de vie, toujours marqué par des habitudes aristocratiques françaises, alimente le stéréotype du « maître des plantations ». Cette image nourrira l'imaginaire jusqu'à influencer le cinéma américain des années 1930 et 1940, ce dont témoigne *Autant en emporte le vent*, qui paraîtra juste avant la Deuxième Guerre mondiale. L'ouvrage parvient ainsi à montrer comment les modèles de mise en valeur des espaces agricoles ont circulé dans l'espace caribéen et au-delà.

Pour ceux qui pourront rentrer en France, Demopolis restera parfois une source d'inspiration. Ainsi, nommé en août 1830 général en chef de l'armée d'Afrique en Algérie, puis, en 1834, gouverneur général de ce territoire, Bertrand Clausel proposera d'y établir des colonies agricoles de vétérans pour en contrôler la gestion.

En somme, par-delà l'étude d'un site et d'une entreprise publique de colonisation, la dernière de ce type aux États-Unis, l'auteur examine les modalités d'appropriation de nouvelles terres sur le sol américain tout en éclairant, sous un angle original, la circulation des idées et des pratiques économiques à travers la culture et les projets de marchands, d'aventuriers, de réfugiés et de planteurs.

Ce travail creuse divers aspects de l'histoire occidentale. Il donne aux États-Unis du

Sud la place qu'ils occupent dans la grande « révolution atlantique » qui se développe dans les dernières décennies du XVIII^e siècle. La circulation des modèles et des expériences économiques accompagne celle des hommes et des doctrines. En outre, la société esclavagiste qui, avec les réfugiés français, s'installe dans le Vieux Sud diffère de ce que les colons écossais, anglais ou allemands ont établi dans les Virginies et les Carolines. James Oakes avait attiré l'attention des chercheurs sur ce point, invitant, dès les années 1980, à ne pas considérer les propriétaires d'esclaves de manière uniforme¹.

La richesse du travail de Rafe Blaufarb apportera beaucoup aux chercheurs intéressés par l'histoire rurale et par l'histoire des idées de part et d'autre de l'Atlantique. Cet ouvrage est à lire, encore et encore.

Fabien Gaveau

1. Voir *The Ruling Race. A History of American Slaveholders*, Londres et New York, W.W. Norton and Company, 1998.

Emmanuel Garnier, *Les dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe*. Paris, Plon, 2009, 245 p.

En 245 pages (198 pages de texte, 24 planches, 6 tableaux et 37 figures), Emmanuel Garnier livre le résultat des recherches qu'il a menées depuis quatre ans au sein de l'UMR CEA-CNRS de Saclay, résultat d'un travail qu'en tant qu'historien il a pu bâtir « à l'aune des exigences et des attentes des spécialistes des sciences dites "dures" » (p. 13), laissant ainsi entendre que l'histoire serait soumise à la climatologie. C'est en réalité le récit de « phénomènes climatiques extrêmes » que propose Emmanuel Garnier, comme le dit le titre de son ouvrage : *Les dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe*.

L'auteur souhaite, « quarante ans après les travaux fondateurs d'Emmanuel Le Roy Ladurie » (p. 12), redonner du souffle à la recherche française en matière d'histoire du climat. Avec cet ouvrage – dont il dit lui-même être « conscient de la chance » qu'il a eue de le voir publier –, Emmanuel Garnier a voulu « ouvrir les horizons d'une histoire du climat conçue comme un site d'observation privilégié des relations entre sciences, sociétés et cultures dans une perspective globale » (p. 17), perspective sur laquelle on ne peut que s'accorder.

Le livre se compose de six parties divisées en vingt chapitres.

La première partie intitulée « Vous avez dit histoire du climat ? » se décline en quatre chapitres : après avoir resitué les relations histoire-climat dans le débat contemporain (chap. 1), l'auteur revient sur l'historiographie

(chap. 2), explicite sa méthodologie (chap. 3) et présente les sources et les outils de son analyse (chap. 4).

Précisant que l'histoire du climat n'est pas une perspective récente de la recherche historique, il en fait rapidement l'état des lieux, mentionnant les travaux de quelques-uns de ses prédécesseurs – ceux de l'École anglo-saxonne, initiés par Hubert Horace Lamb et Christian Pfister et, bien entendu, ceux d'Emmanuel Leroy Ladurie – et l'impact qu'ils ont eu sur la création d'une véritable climatologie historique. Il évoque également le programme *Millennium* auquel il a participé.

Sur le plan méthodologique, l'auteur rappelle – et à juste titre – que l'histoire du climat fait fi des césures chronologiques académiques et qu'elle nécessite la mise en perspective critique de tout un ensemble de sources : depuis les particules emprisonnées dans les glaces polaires et les pollens piégés dans les sédiments et les bois fossiles – qui constituent les sources « ordinaires » des archéologues – jusqu'aux documents d'archives « classiquement » exploités par les historiens, sans oublier les témoignages iconographiques comme les ex-voto. Et de présenter alors brièvement ces sources d'archives que les historiens français des temps modernes connaissent bien : « archives administratives » (rapports des intendances, registres de délibérations communales, registres des maîtrises des eaux et forêts...), registres paroissiaux, journaux de navigation, « journaux intimes » ou livres de raison, rapports des premières sociétés météorologiques.

Soucieux de s'inscrire dans la longue durée, Emmanuel Garnier consacre une deuxième

partie aux « Grandes stances du climat européen ». Celle-ci s'ouvre par un chapitre (chap. 5) dans lequel l'auteur brosse en 10 pages l'évolution du climat, depuis les temps protohistoriques jusqu'au XV^e siècle. Il y évoque essentiellement le Petit Optimum médiéval (entre 950 et 1200) et le début du Petit Âge glaciaire, ce dernier épisode climatique faisant l'objet du chapitre 6, où sont rappelés les grands rythmes connus de cette période comprise entre 1550 et 1850.

La troisième partie intitulée « Les événements climatiques extrêmes » est, avec les trois suivantes, le cœur du travail de l'auteur. Sont successivement passés en revue les tempêtes et ouragans, qui semblent avoir plus particulièrement affecté le XVIII^e siècle, notamment entre 1720 et 1760 (chap. 7), et les inondations, notamment les crues de la Seine (chap. 8). Face à ces événements, les explications peuvent être diverses voire contradictoires, faisant dire à Emmanuel Garnier combien « la notion d'évolution du climat doit être maniée avec précaution et discernement » (p. 88). Le chapitre 9 traite, quant à lui, des sécheresses occasionnées dans plus de 86 % des cas par un déficit hydrique de printemps et d'été. L'espace méditerranéen – le Languedoc-Roussillon, la Catalogne et la Sicile – est particulièrement touché dans les années 1562-1568, dans la première moitié du XVII^e siècle et dans les années 1812-1818 (pp. 94-95).

La quatrième partie, « Les sociétés européennes à l'épreuve du climat », s'intéresse à l'histoire sociale : celle des sensibilités des populations – physiques, mentales et culturelles – au temps qu'il fait et aux changements climatiques (chap. 10), celle des réactions des

sociétés confrontées à ces « dérangements » et celle des conflits que ces derniers ont générés (chap. 13). C'est là un thème maintes fois abordé par les historiens, notamment ceux du monde rural, dont on citera le plus récent : Georges Pichard¹. Emmanuel Garnier souligne « le caractère permanent du sentiment de changement météorologique au cours des cinq derniers siècles » (p. 103), insistant sur l'importance des Lumières dans la réorientation d'un monde « centré sur Dieu » vers un monde « dirigé par la rationalité et la science » (p. 118), rejoignant ainsi les travaux d'autres historiens (Paul Allard et Fabien Locher).

La cinquième partie, « Les séismes climatiques en Europe », exploite quelques phénomènes extrêmes, bien connus par ailleurs, tels « le grand hiver » qui s'est abattu sur l'ensemble de l'Europe en 1709 (chap. 14), « la grande tempête » qui a frappé les côtes anglaises, françaises et espagnoles en novembre 1703 – et que Daniel Defoe a relatée dans son *Journal of the Plague Year* –, la tempête de janvier 1739 (chap. 15) et les inondations, ayant eu lieu au cours de l'hiver 1784, des grands fleuves européens : de la Vltava à Prague à la Garonne et l'Orb en France (chap. 16).

Enfin, la sixième partie intitulée « Le climat : un tueur en série ? » présente, à partir de quelques dossiers, les incidences démographiques et sociales des événements climatiques. Reprenant ici la question des relations entre « climat » et « santé » posée dans les années 1970 par les historiens de l'École des Annales, Emmanuel Garnier insiste sur la difficulté à attribuer au seul climat la responsabilité des crises démographiques tant les

facteurs qui entrent en jeu sont multiples, l'impact du facteur « climat » étant fonction de l'état du développement économique et politique des sociétés (p. 193).

Mais, et ainsi que le pressent son auteur, cet ouvrage ne peut manquer de « heurter les sensibilités », notamment des historiens et archéologues de l'environnement (p. 18). En effet, il suscite chez le lecteur un certain étonnement, pour ne pas dire une déception certaine. Le positionnement de l'historien au sein de la thématique qu'il a choisie d'explorer tout comme sa méthodologie laissent perplexes.

On est tout d'abord surpris de voir l'auteur évoquer sa « solitude » de chercheur dans un domaine comme celui de l'histoire du climat. Voilà plusieurs décennies déjà qu'est menée, au sein du CNRS notamment, une réflexion sur la nécessité d'une recherche intégrée, sur l'obligation de s'inscrire dans l'interdisciplinarité, et que les approches réunissent sciences de l'homme et de la société, sciences de la terre et de la vie.

Si Emmanuel Garnier mentionne les travaux des fondateurs de l'histoire du climat, il ne fait, en revanche, nullement état des travaux plus récents du Programme interdisciplinaire de recherches en environnement ou du programme « Environnement, vie et société » du CNRS, pourtant jalonnés, entre 1987 et 2002, de nombreuses publications qui ont fait date. Il semble également ignorer les thèses réalisées dans le cadre de ces programmes, tout comme il ignore les publications des colloques, tels ceux qui se sont tenus à Antibes

1. « Espace et nature en Provence. L'environnement rural, 1540-1789 ». Thèse, Université Aix-Marseille I, 5 vol., 1999.

en 1995 et en 2008. L'auteur participe pourtant aux travaux du Laboratoire de Saclay, où nombre de chercheurs collaborent à des programmes sur les mêmes thématiques. Mais, à l'évidence, l'ouvrage qu'il nous livre est le fruit d'un travail solitaire. On comprend mieux dès lors les lacunes du tableau qu'il dresse de l'historiographie française. D'autant que l'histoire qu'il considère se résume à la seule histoire textuelle, négligeant « l'histoire sédimentaire », à savoir l'archéologie, ou la réduisant à une source « complémentaire » (p. 32).

On ne peut qu'être frappé par le caractère réducteur et indigent de cette fresque, par la méconnaissance de la bibliographie, des laboratoires traitant ces questions, tels ceux de Besançon, Meudon, Clermont-Ferrand, Montpellier, Rennes, Caen, Nice, pour n'en citer que quelques-uns. On ne peut qu'être frappé par la méconnaissance des paléoclimatologues travaillant en lien avec les archéologues, tel Michel Magny auquel on doit la synthèse la plus accessible et la plus récente sur les climats du passé², ou encore André Ferhi auquel on doit la restitution du climat autour de l'an Mil dans la région du lac de Paladru³. Assurément, cette connaissance lui aurait évité de déclarer de manière péremptoire qu'« il est impossible de mesurer l'impact des changements climatiques sur les sociétés à partir des archives naturelles » (p. 33). L'archéologie des lacs jurassiens de Chalain et de Clairvaux au III^e millénaire avant J.-C. et de l'habitat de Charavines autour de l'an Mil prouve le contraire.

Emmanuel Garnier écrit ainsi que « la part de l'anthropique échappe » (p. 22), ce qui est faux. Ce sont d'autres archives – les archives

du sol – qu'il faut mettre à contribution. C'est une autre démarche, interdisciplinaire, qu'il faut adopter. L'auteur affirme que « l'homme est un paramètre incalculable » (p. 22), ce qui est tout aussi faux. Les travaux du programme Archaeomedes ont montré qu'il était possible de modéliser la part des sociétés. On ne comprend guère que l'auteur parle de « l'anachronisme » qui consiste à « reconstruire les climats du passé » (p. 24), ce qui est contradictoire avec ce qu'il rapporte des travaux sur les carottes glaciaires et leurs « archives », et ce qui montre son ignorance de la façon de procéder et une certaine confusion quant à la documentation.

Certes, plus on remonte dans le temps plus la documentation « écrite » est avare de données. Et, au moment où apparaît l'écriture, il est certain que le chercheur ne dispose ni de mesures ni d'informations « directes » sur le climat. Toutefois, grâce à une étude critique de la documentation, il est possible, à condition de ne pas surinterpréter et de croiser les « types » de documents, de connaître les phases climatiques des derniers millénaires. Mais c'est aux chercheurs travaillant sur cette question de construire ensemble les procédures d'enquête d'où seront déduits des protocoles de collecte des données, et on ne voit guère où se loge « l'anachronisme » dans cette démarche.

2. *Une histoire du climat. Des derniers mammoths au siècle de l'automobile*. Paris, Errance, 1995.

3. « Oxygène 18 et paléoclimats », in M. Colardelle et É. Verdel eds., *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement. La formation d'un terroir au XI^e siècle*. Paris, « Documents d'archéologie française » 40, 1993, pp. 121-127.

D'un point de vue documentaire, l'auteur considère que les témoignages écrits sont fiables et peuvent donc être interprétés (p. 26). Le travail de l'historien ne prouve-t-il pas le contraire ? C'est même son premier travail que de faire la critique des documents qu'il va constituer en « sources », et ce quels qu'ils soient, y compris ceux du « temps présent ». La documentation ne peut pas, ne doit pas être prise comme telle. Il faut établir une « échelle de sincérité » et une « échelle de fiabilité » avant de procéder à une interprétation des documents. S'il fallait prendre un exemple, ce serait celui de la date du ban des vendanges (p. 33). En effet, cette date est fixée en fonction de l'intérêt de l'autorité et ne coïncide pas forcément avec celle de la maturité des fruits. Cette date dépendait même, pour les périodes anciennes, du marché.

Et on peut s'étonner de voir qualifier de « météorologiques » des sources qui n'ont pas été constituées dans cette optique : il y a là une confusion manifeste entre la documentation « directe » et la documentation « indirecte », celle entre autres des archéologues. Quant aux exposés sur la question du climat, qui font « l'ornement des grandes thèses d'histoire rurale » (p. 27), c'est, à l'instar de la présentation du « paysage » qui y est faite, un exercice rhétorique sur l'état « actuel » et non sur ce qui existait dans le passé.

Le rôle de l'observation des cernes de croissance des arbres et celui de l'observation des fluctuations de la limite supérieure des forêts ou encore des tourbières, pièges à pollens par excellence, sont à juste titre soulignés (pp. 31-32). Encore faudrait-il que l'auteur ne confonde pas dendrochronologie et dendrologie. Ce sont là deux manières de traiter la

documentation. La dendrochronologie permet de caler, avec la plus grande précision possible, la date d'abattage d'un arbre à la saison près – une abondante bibliographie existe sur cette question, que l'auteur ne connaît manifestement pas. On dispose aujourd'hui de bases de données puissantes, fournies par l'ensemble des laboratoires, ce qui assure la fiabilité des résultats. La dendrologie permet d'analyser les événements qu'a connus l'arbre au cours de sa croissance (stress) et de les interpréter. Sur un grand nombre d'échantillons, il est possible, en croisant les anomalies (les signaux), de donner des interprétations d'ordre climatique. À cela il convient d'ajouter que lorsqu'il s'agit de bois « archéologiques » la critique du contexte est fondamentale.

Ainsi, bien qu'ayant indiqué les limites de certaines des sources prises en compte (p. 35) comme les ex-voto relatant exclusivement l'anormalité météorologique (p. 36), l'auteur n'évite pas l'effet de sources, piège à éviter dans le traitement de la documentation écrite. La critique serrée de la documentation permet d'échapper au piège du déterminisme social, tout aussi tentant que le déterminisme naturaliste, un « organicisme » naïf dépassé depuis longtemps par les spécialistes.

Sur le plan épistémologique et méthodologique, on aurait aimé que soient précisées les catégories de « climat » et de « météorologie » afin d'éclairer davantage ce que sont les « données directes » et les « données indirectes ».

De même, si Emmanuel Garnier attire l'attention – et ce avec raison – sur l'aspect proprement statistique de la recherche sur le climat, il n'explique guère sa démarche

(p. 43 et suivantes). Il évoque « une base de données dans laquelle toutes les informations recueillies sont classées afin de pouvoir offrir une vision synthétique et chronologique des résultats et, encore plus, d'en faciliter un traitement statistique » (p. 44). Soit ! Mais la démarche exposée n'est guère convaincante, et un certain nombre de questions demeurent. Quid des critères qui ont servi à sélectionner les informations ? Sont-ils le résultat de réflexions menées avec des spécialistes contemporains du climat ? Quid de la manière de convertir des données qualitatives en données quantitatives, ou du calibrage des données instrumentales anciennes par rapport aux données obtenues par l'appareillage contemporain ? La question est d'importance. Emmanuel Garnier dit lui-même que c'est le défi scientifique majeur que doit relever l'historien du climat (p. 43).

La constitution des coefficients de corrélation entre « les séries de températures réelles et celles d'indices calculées à partir des sources manuscrites » (p. 47) demanderait, elle aussi, à être explicitée. L'auteur semble d'ailleurs reconnaître ces insuffisances lorsqu'il souligne que « loin d'être une panacée méthodologique, le résultat graphique final doit beaucoup à la densité chronologique et à la qualité des données, sans parler de l'interprétation subjective du chercheur » (p. 46). N'aurait-il pas été souhaitable de s'inspirer du compte rendu critique que Ezio Ornato a fait en 1988 de l'ouvrage de Pierre Alexandre dans *Histoire et Mesures*⁴ ?

L'utilisation des termes ne constitue donc pas une justification en soi. Encore faut-il s'accorder sur ce qu'ils recouvrent selon les

disciplines et dans le temps. L'auteur est bien conscient du caractère éminemment subjectif du vocabulaire utilisé par les rédacteurs des documents anciens (p. 46), mais aucune étude sémantique ne semble avoir été entreprise, qui nous aurait sans doute beaucoup appris sur les modes de désignation du risque par les populations de l'Ancien Régime. À cet égard, on peut déplorer l'absence totale de réflexion sur les questions de l'aléa, du risque, de la catastrophe, de l'anomalie ou, encore, sur le processus de vulnérabilisation et sur les héritages. La prise en compte des héritages des périodes antérieures lui aurait permis de constater que les catastrophes « naturelles » sont en fait « culturelles » (sinon, ce sont des aléas), car il y a bien coproduction des phénomènes sociaux et des phénomènes naturels en co-évolution constante.

On regrettera le manque de réflexion sur la question des échelles d'observation, pourtant très importante dans le dialogue interdisciplinaire avec les « disciplines à protocoles » et « disciplines à mesure ». L'échelle d'observation des naturalistes n'est pas celle des historiens (de papier ou de sédiment), et travailler sur des événements exceptionnels masque le fait que cette échelle est extrêmement courte. À cet égard, il aurait été souhaitable que, sans faire état des nombreuses divergences régionales à l'échelle de l'Europe, l'auteur ait pris la précaution de distinguer au moins une Europe du Sud d'une Europe plus septentrionale.

4. « L'exploitation des sources narratives médiévales dans l'histoire du climat. À propos d'un ouvrage récent », *Histoire et Mesures* 3 (3), pp. 403-449.

On regrettera aussi les effets d'annonce, dont témoigne cet exemple : la volonté d'entreprendre « une approche exhaustive » des liens entre mortalité et fluctuations climatiques pour finalement ne s'en tenir qu'à la seule étude du cas de Créteil !

Le lecteur trouvera là un ouvrage écrit rapidement, collectionnant les lieux communs, le tout agrémenté de titres accrocheurs, de *topoi* (« Mère Nature », « la Faucheuse », « Général hiver », etc.) et de termes emphatiques (« clioclimatologie »).

Spécialiste de la période moderne, Emmanuel Garnier aurait mieux fait de se limiter à cette période. On ne saurait être spécialiste de tout ! S'aventurer sur d'autres terrains nécessite un minimum de précaution bibliographique. Et ce d'autant plus que s'il y a bien une période où les progrès ont été spectaculaires depuis trente ans en matière de connaissance des relations entre les sociétés et leurs milieux, ce sont les trois derniers millénaires : des temps protohistoriques au XV^e siècle. Certes, on ne peut reprocher à l'auteur de ne pas connaître suffisamment le Moyen Âge. Toutefois expédier en quatre pages (pp. 55-59) la première partie du Moyen Âge est, pour le moins, surprenant quand on sait que les chercheurs ont procédé à un phasage très fin de cette période

et y ont même repéré une variabilité régionale. Quant à la conception du Petit Optimum médiéval, elle est aujourd'hui inadaptée eu égard aux résultats dont on dispose. De la même manière, le début du Petit Âge glaciaire est moins simple que l'auteur ne le laisse entendre. De ce point de vue, une bonne connaissance des dates d'embâcle et de débâcle des grands fleuves autorise aujourd'hui un phasage plus fin, en particulier au XIII^e siècle. Le point a été fait récemment sur cette question lors d'un colloque qui s'est tenu à Lattes en mai 2007 : « Changement global, effets locaux. Le Petit Âge glaciaire dans le sud de la France. Impacts morphogéniques et sociétaux. »

En définitive, ce sont bien aux « dérangements du temps » que s'intéresse Emmanuel Garnier. Toutefois l'histoire du climat ne saurait se résumer à la seule histoire des catastrophes.

Au total, ce « naïf de Saclay » s'est fait instrumentaliser. Il aurait évité les approximations, les erreurs d'appréciation et les contre-vérités s'il s'était ancré dans l'interdisciplinarité.

Ce qui montre le danger qu'il y a à travailler seul dans un domaine où le dialogue est la seule démarche heuristique possible.

Corinne Beck et Joëlle Burnouf